



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Arrêté de délégation de signature au Colonel Luc GUYENNON, commandant le groupement de gendarmerie départementale d'Eure-et-Loir, à l'effet de signer les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière d'un véhicule, à titre provisoire, en zone gendarmerie.

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

Vu le code de la route et notamment son article L 325-1-2,

Vu la loi d'organisation n° 92-125 du 6 février 1992, modifiée, relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu l'ordre de mutation en date du 17 décembre 2014, nommant le Colonel Luc GUYENNON, commandant du groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir,

Vu le décret du 16 février 2017, portant nomination de Mme Sophie BROCAS, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir, à compter du 13 mars 2017,

Vu le décret du 22 août 2017, portant nomination de M. Régis ELBEZ, en qualité de secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Sur proposition du secrétaire général ;

ARRÊTE

Article 1er :

Délégation de signature est donnée au Colonel Luc GUYENNON, commandant le groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir, à l'effet de signer les arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière prévus à l'article L. 325-1-2 du code de la route, à titre provisoire, d'un véhicule, ainsi que

les autorisations définitives de sortie de mise en fourrière, concernant la zone gendarmerie du département.

Article 2 :

En application de l'article 44 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, le Colonel Luc GUYENNON, commandant le groupement de gendarmerie départementale d'Eure-et-Loir, pourra donner délégation aux militaires placés sous son autorité afin de signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation. La liste des collaborateurs sera fixée par arrêté pris par ses soins, qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 3 :

Un compte-rendu trimestriel sera adressé par le commandant du groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir au directeur de cabinet de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 4 : les infractions relevant de l'article L. 325-1-2 du code de la route et autorisant l'immobilisation et la mise en fourrière du véhicule, sont mentionnées en annexe du présent arrêté. .

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur de cabinet de la préfecture d'Eure-et-Loir et le Colonel Luc GUYENNON, commandant le groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le -5 JUL. 2018

La Préfète d'Eure-et-Loir,


Sophie BROCAS

Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

Mme la Préfète d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."

Annexe

Délits routiers pouvant donner lieu à l'immobilisation et à la mise en fourrière du véhicule en application de l'article L. 325-1-2 du code de la route :

- conduite malgré l'une des mesures judiciaires suivantes : suspension, annulation ou interdiction judiciaires d'obtenir la délivrance du permis de conduire (article L.224-16 du code la route) ;
- récidive de conduite sous l'emprise d'un état alcoolique ou en état d'ivresse manifeste ou de refus de se soumettre aux vérifications de l'état alcoolique (article L. 234-12 du code la route) ;
- récidive de conduite après usage de stupéfiants ou de refus de se soumettre aux vérifications d'usage de stupéfiants (article L. 235-4 du code la route) ;
- conduite d'un véhicule malgré une condamnation judiciaire d'interdiction de conduire un véhicule qui n'est pas équipé d'un anti-démarrage par éthylotest électronique (L. 234-16 du code la route) ;
- homicide ou blessures involontaires aggravées, notamment par la commission d'une des infractions visées ci-dessus (L. 232-1 et L. 232-2 du code la route) ;
- conduite d'un véhicule avec un permis de conduire faux ou falsifié (L. 221-2-1 du code la route) ;
- dépassement de 50 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée (R. 413-1 du code de la route).

